



CHAPITRE 27

CHAPTER 27

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la
vente en détail

An Act to amend the Retail Sales Tax
Act

[Sanctionnée le 10 juillet 1963]

[Assented to 10th July 1963]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consente-
ment du Conseil législatif et de l'As-
semblée législative de Québec, décrète ce
qui suit:

HER MAJESTY, with the advice and
consent of the Legislative Council
and of the Legislative Assembly of Que-
bec, enacts as follows:

S.R., c.
88, a. 2,
mod.

1. L'article 2 de la Loi de l'impôt sur
la vente en détail (Statuts refondus, 1941,
chapitre 88) modifié par l'article 6 de la
loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 40, est de
nouveau modifié en ajoutant le paragraphe
suivant:

"Détail-
lant".

"13° "Détaillant" signifie une person-
ne dont l'établissement est en dehors de la
province mais qui y sollicite, par l'entre-
mise de représentants ou par distribution
de catalogues ou d'autres moyens de pu-
blicité, des commandes de biens mobiliers
de personnes résidant ordinairement en
cette province ou y faisant affaire, pour
consommation ou usage en cette province
par elles-mêmes.

Idem.

"Détaillant" comprend aussi une per-
sonne qui, agissant comme représentant
d'une maison d'affaires en dehors de la
province, sollicite, reçoit ou accepte de
personnes résidant ordinairement en cette
province ou y faisant affaires des comman-
des de biens mobiliers pour livraison en
cette province, aux fins d'usage et de con-
sommation en cette province par elles-
mêmes, lorsque la maison d'affaires qu'il
représente n'est pas enregistrée comme
détaillant en cette province."

1. Section 2 of the Retail Sales Tax ^{R.S., c.}
Act (Revised Statutes 1941, chapter 88) ^{88, s. 2,}
amended by section 6 of the act 9-10 ^{am.}
Elizabeth II, chapter 40, is again amended
by adding the following paragraph:

"13. "Retailer" means a person whose "Retail-
establishment is outside the Province but ^{er}".
who solicits therein, through a representa-
tive or by the distribution of catalogues or
other means of publicity, orders for move-
able property from persons ordinarily
residing or carrying on business in this
Province, for consumption or use by them
in this Province.

"Retailer" also includes a person who, ^{Idem.}
acting as representative of a business house
outside the Province, solicits, receives or
accepts from persons ordinarily residing or
carrying on business in this Province,
orders for moveable property for delivery
in this Province, for use and consumption
by them in this Province, when the busi-
ness house which he represents is not
registered as a retailer in this Province."

S.R., c. 88, a. 3a, aj. **2.** La dite loi est modifiée en insérant, après l'article 3, le suivant:

Certificat d'enregistrement requis.

"3a. 1. Aucun détaillant ne doit expédier, livrer ou faire livrer un bien mobilier à une personne résidant ordinairement en cette province ou y faisant affaires, pour consommation ou usage en cette province par elle-même, à moins que sur sa demande, un certificat d'enregistrement ne lui ait été délivré en vertu de la présente loi et ne soit en vigueur au temps de l'expédition ou livraison.

Application.

2. Les paragraphes 2 à 5 de l'article 3 s'appliquent au certificat d'enregistrement requis par le présent article."

S.R., c. 88, a. 5, mod. **3.** L'article 5 de la dite loi est modifié en ajoutant à la fin les mots "sauf lorsque cette taxe a été perçue par le détaillant".

Id., a. 7a, aj. **4.** La dite loi est modifiée en insérant après l'article 7, le suivant:

Prix déterminé par le ministre.

"7a. Lorsque, dans une vente de biens mobiliers et d'immeubles pour une somme globale, le prix des biens mobiliers n'est pas spécifié ou est inférieur à leur valeur réelle, le ministre peut déterminer le prix d'achat des biens mobiliers qui doit servir de base à l'imposition prévue à la présente loi et aux lois et règlements municipaux imposant une taxe de vente dont la perception est confiée au ministre."

S.R., c. 88, a. 8, mod. **5.** L'article 8 de la dite loi est modifié: *a*) en insérant dans la quatrième ligne, après le mot "vendeur" les mots "ou détaillant";

Indication séparée.

b) en ajoutant l'alinéa suivant: "La taxe doit, dans tous les cas, être indiquée séparément du prix de vente."

S.R., c. 88, a. 9, mod. **6.** L'article 9 de la dite loi est modifié en insérant dans la deuxième ligne, après le mot "vendeur" les mots "ou détaillant".

Id., a. 10, remp. **7.** L'article 10 de la dite loi est remplacé par le suivant:

Mandataire du ministre.

"10. Le vendeur ou détaillant doit agir, dans ces cas, comme mandataire du

2. The said act is amended by inserting after section 3, the following: R.S., c. 88, s. 3a, ad.

"3a. 1. No retailer shall ship, deliver or cause to be delivered any moveable property to a person ordinarily residing in this Province or carrying on business therein, for consumption or use by such person in this Province, unless, upon his application, a registration certificate has been delivered to him under this act and is in force at the time of shipment or delivery.

Registration certificate required.

2. Subsections 2 to 5 of section 3 shall apply to the registration certificate required by this section." Application.

3. Section 5 of the said act is amended by adding at the end, the words "except when such tax has been collected by the retailer". R.S., c. 88, s. 5, am.

4. The said act is amended by inserting after section 7, the following: Id., s. 7a, ad.

"7a. If, at the time of a sale of moveable and immoveable property for a lump sum, the price of the moveable property is not specified or is less than its real value, the Minister may fix the purchase price of the moveable property which shall serve as a basis for the taxation provided for in this act and in the acts and municipal by-laws imposing a sales tax the collection whereof is entrusted to the Minister." Price fixed by Minister.

5. Section 8 of the said act is amended: R.S., c. 88, s. 8, am. *a.* by inserting after the word "vendor" in the fourth line, the words "or retailer";

b. by adding the following paragraph: "The tax shall in all cases be shown separately from the sale price." Separate entry.

6. Section 9 of the said act is amended by inserting, after the word "vendor" in the second line, the words "or retailer". R.S., c. 88, s. 9, am.

7. Section 10 of the said act is replaced by the following: Id., s. 10, replaced.

"10. The vendor or retailer shall act, in such cases, as the agent for the Minister, Minister's agent.

ministre, tenir et rendre compte des montants ainsi perçus et les lui transmettre au ministère du revenu, au plus tard le quinzième jour de chaque mois pour le mois de calendrier précédent, même si aucune vente ou livraison donnant lieu à la taxe n'a été faite durant le mois."

and he shall account for and remit to him through the Department of Revenue the amounts so collected, on or before the fifteenth day of each month for the preceding calendar month, even if no sale or delivery subject to the tax was made during the month."

S.R., c.
88, a. 11,
mod.

8. L'article 11 de la dite loi est modifié en ajoutant dans la deuxième ligne, après le mot "vendeurs" les mots "et détaillants".

8. Section 11 of the said act is ^{R.S., c.} amended by adding, after the word ^{88, s. 11,} "vendors" in the second line, the words ^{am.} "and retailers".

Id., a. 12,
mod.

9. L'article 12 de la dite loi, modifié par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 20 et l'article 1 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 43, est de nouveau modifié:

9. Section 12 of the said act, amended ^{Id., s. 12,} by section 1 of the act 8 George VI, ^{am.} chapter 20, and section 1 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 43, is again amended:

a) en ajoutant au paragraphe *j* ce qui suit:

a. by adding to paragraph *j* the following:

"ni aux remorqueurs et navires de charge ou à passagers autres que les yachts de plaisance;"

"tugs, cargo ships and passenger ships other than pleasure yachts;"

b) en remplaçant le paragraphe *p* par le suivant:

b. by replacing paragraph *p* by the following:

"p) Aux ventes faites à la fabrique ou aux syndicats d'une paroisse pour les fins du culte, ou à une société, compagnie ou corporation de cimetière pour les fins du cimetière, ou à un hôpital pour les fins de son œuvre;"

"p. Sales made to a *fabrique* or the trustees of a parish for purposes of worship, or to a cemetery society, company or corporation for the purposes of the cemetery, or to a hospital for the purposes of its work;"

Id., a. 14,
remp.

10. L'article 14 de la dite loi est remplacé par le suivant:

10. Section 14 of the said act is re- ^{Id., s. 14,} placed by the following: ^{replaced.}

Tenue de
comptes.

"**14. 1.** Le vendeur ou détaillant, comme mandataire du ministre, doit tenir compte de l'impôt perçu et en rendre compte, le tout en la forme et de la manière prescrites par le ministre.

"**14. 1.** The vendor or retailer, as ^{Book-} agent for the Minister, shall keep and ^{keeping.} render accounts of the taxes collected, in the form and manner established by the Minister.

Attestation.

2. L'exactitude du compte rendu doit être attesté par un affidavit ou une déclaration solennelle du vendeur ou détaillant.

2. The account rendered shall be verified ^{Affidavit.} by the affidavit or the statutory declaration of the vendor or retailer.

Manufacturiers,
etc.

3. Le ministre peut obliger tout manufacturier, importateur, grossiste, détaillant ou vendeur à tenir, en la forme qu'il prescrit, un état de tous achats et de toutes ventes de biens mobiliers par lui faites, et à lui remettre toute copie ou extrait de cet état, en tout temps et de telle façon qu'il juge à propos. Il peut également obliger toute compagnie de finance à conserver ses contrats le temps qu'il prescrit et à lui en remettre copie.

3. The Minister may require manufac- ^{Manu-} turers, importers, wholesalers, retailers or ^{facturers,} vendors to keep in a prescribed form ^{etc.} record of all purchases and sales of moveable property by them, and to forward to him copies of such records or extracts therefrom, at such time and in such manner as he deems fit. He may also compel any finance company to keep its contracts for such time as he prescribes and to send him copies thereof.

Vérification.

4. Tout officier du revenu dûment autorisé peut, à toute heure convenable, entrer dans l'établissement d'un manufacturier, importateur, grossiste, détaillant ou vendeur, en examiner les livres et documents, vérifier les quantités de biens mobiliers vendus ou livrés, contrôler l'exactitude des rapports faits, et, dans le cas d'absence de rapport ou de rapport inexact établir la quantité des biens mobiliers vendus ou livrés et le montant de l'impôt à être perçu ou payé, et faire rapport en conséquence au sous-ministre."

S.R., c. 88, a. 15, mod.

11. L'article 15 de la dite loi est modifié en insérant, dans la première ligne, après le mot "vendeur" les mots "ou détaillant".

Id., a. 16a, aj.

12. La dite loi est modifiée en insérant, après l'article 16, le suivant:

Communications à d'autres gouvernements.

"16a. Le ministre peut
a) communiquer, ou permettre que soit communiqué un renseignement obtenu en vertu de la présente loi, ou
b) permettre l'examen ou la communication de quelque déclaration écrite fournie selon la présente loi, au gouvernement de toute province qui accepte d'échanger avec la province de Québec des renseignements obtenus dans l'application de sa loi d'impôt sur la vente en détail, pourvu que les renseignements soient fournis pour les seules fins de l'application de la loi de l'impôt sur la vente en détail de cette autre juridiction."

S.R., c. 88, a. 17, remp.

13. L'article 17 de la dite loi est remplacé par le suivant:

Infractions.

"17. Toute personne qui:
a) vend, livre ou fait livrer dans la province un bien mobilier, sans être munie d'un certificat d'enregistrement encore valide, ou contrevient autrement aux dispositions de l'article 3 ou de l'article 3a de la présente loi ou aux règlements faits sous son autorité, ou

b) agissant comme représentant d'une maison d'affaires non enregistrée comme vendeur ou détaillant dans la province, sollicite, reçoit ou accepte d'une personne y résidant ordinairement ou y faisant

4. Any revenue officer duly authorized to that effect may enter the premises of a manufacturer, importer, wholesaler, retailer or vendor during reasonable hours, examine his books and documents, verify the quantities of moveable property sold or delivered, establish the correctness of the reports made, and, in the event of a report not being correct or not having been made, establish the quantity of moveable property sold or delivered and the amount of the tax to be collected or paid and report accordingly to the Deputy Minister."

11. Section 15 of the said act is amended by inserting, after the word "vendor" in the first line, the words "or retailer".

12. The said act is amended by inserting after section 16, the following:

"16a. The Minister may
a. communicate or permit the communication of any information obtained under this act, or
b. permit the examination or communication of any written statement furnished under this act, to the government of any province which agrees to exchange with the Province of Quebec information obtained in the carrying out of its retail sales tax act, provided that the information is furnished for the sole purpose of the carrying out of the retail sales tax act of such other jurisdiction."

13. Section 17 of the said act is replaced by the following:

"17. Every person who:
a. Sells, delivers, causes to be delivered moveable property in the Province, without a registration certificate still in force, or otherwise contravenes the provisions of section 3 or section 3a of this act or of the regulations made in virtue of this act, or

b. acting as the representative of a business house not registered as a vendor or retailer in the Province, solicits, receives or accepts from a person ordinarily residing or carrying on business therein, an

Inspection of books, etc.

R.S., c. 88, s. 15, am.

Id., s. 16a, ad.

Disclosures to other governments.

R.S., c. 88, s. 17, replaced.

Offences.

affaires, une commande d'un bien mobilier pour livraison dans la province aux fins d'usage et de consommation dans la province par elle-même, ou

c) étant mandataire du ministre, refuse ou néglige de percevoir l'impôt, d'en tenir compte, d'en faire rapport ou d'en faire remise conformément aux dispositions de la présente loi ou des règlements faits sous son autorité, ou

d) refuse de permettre à un officier du revenu de faire l'examen et la vérification prévus à l'article 14 ou y contrevient autrement,

Peines. commet une infraction à la présente loi et est passible, sur poursuite sommaire, en sus des frais et de l'obligation de faire rapport et remise de l'impôt, d'une amende de cinquante à mille dollars, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais et de remise du rapport et de l'impôt ci-dessus mentionné, d'un emprisonnement de trois mois."

S.R., c. 88, a. 20, remp. **14.** L'article 20 de la dite loi est remplacé par le suivant:

Poursuites. **"20. 1.** Les poursuites intentées en vertu de la présente loi en cette province sont régies par la Loi des convictions sommaires de Québec (chapitre 29) sauf que, chaque fois que le paiement de l'impôt est réclamé, la poursuite doit être portée devant la Cour supérieure ou une autre cour compétente en matière civile.

Preuve. **2.** Il n'est pas nécessaire de produire l'original d'un livre, document, ordre ou registre en la possession du ministère du revenu, mais une copie ou un extrait certifié par le sous-ministre ou par le directeur du service sera, *prima facie*, une preuve suffisante du contenu de l'original.

Sous-ministre représenté. **3.** Il n'est pas nécessaire pour le sous-ministre de signer ou d'attester la plainte, sous serment, de comparaître ou de faire preuve de sa nomination et de son maintien en fonctions; à toutes fins, il sera représenté par l'avocat comparaissant au nom du sous-ministre."

S. R., c. 88, a. 23, mod. **15.** L'article 23 de la dite loi est modifié en insérant, dans la sixième ligne, après le mot "vendeur" les mots "ou détaillant".

order for any moveable property for delivery in the Province for his own use and consumption in the Province, or

c. being an agent of the Minister, refuses or neglects to collect, account for, report or remit the amount of the tax in accordance with the provisions of this act or of the regulations made thereunder, or

d. refuses to permit a revenue officer to make the examination and verification contemplated under section 14 or otherwise infringes the same,

commits an offence against this act and shall be liable, upon summary proceeding, in addition to the payment of the costs and to the obligation to report and remit the tax, to a fine of fifty to one thousand dollars, and, in default of the payment of the fine and costs and in default of the report and payment of the aforesaid tax, to imprisonment for three months." Penalty.

14. Section 20 of the said act is replaced by the following: R.S., c. 88, s. 20, replaced.

"20. 1. Suits brought under this act in this Province shall be governed by the Quebec Summary Convictions Act (chapter 29) save that, whenever the payment of the tax is claimed, such suit shall be brought before the Superior Court or any other court of competent jurisdiction in civil matters. Suits.

2. It shall not be necessary to produce the original of a book, document, order or register in the possession of the Department of Revenue, but a copy or extract certified by the Deputy Minister or by the Director of the Service, shall be *prima facie* sufficient proof of the contents of the original. Proof.

3. It shall not be necessary for the Deputy Minister to sign or swear to the complaint, to appear or to make proof of his appointment and of his exercising his office; for all purposes he shall be represented by the attorney appearing on behalf of the Deputy Minister." Deputy-Minister represented.

15. Section 23 of the said act is amended by inserting, after the word "vendor" in the seventh line, the words "or retailer". R.S., c. 88, s. 23, am.

S.R., c. 88, a. 32, aj. **16.** La dite loi est modifiée par l'addition de l'article suivant:

Sous-ministre. **"32.** Le sous-ministre peut exercer tous les pouvoirs et remplir toutes les fonctions dévolues au ministre en vertu de la présente loi. "

Entrée en vigueur. **17.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

16. The said act is amended by adding the following section: R.S., c. 88, s. 32, ad.

"32. The Deputy Minister may exercise all the powers and carry out all the duties devolving upon the Minister under this act." Deputy Minister.

17. This act shall come in force on the day of its sanction. Coming into force.